



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°24 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le Bangladesh va recevoir des soutiens budgétaires à hauteur de 3,6 Mds USD d'ici fin juin ;
- ❖ **Bhoutan** : L'accord de libre-échange entre le Bhoutan et la Thaïlande devrait entrer en vigueur d'ici 2026 ;
- ❖ **Inde** : Réduction du déficit commercial en mai 2025, malgré les tensions sur les marchés pétroliers ;
- ❖ **Maldives** : La croissance devrait rester élevée en 2025 ;
- ❖ **Népal** : Le ratio de prêts non performants des institutions financières népalaises grimpe à 5,24% ;
- ❖ **Pakistan** : Excédent du compte courant sur les 11 mois de l'exercice 2025 ;
- ❖ **Sri Lanka** : La France signe l'accord de restructuration de la dette du Sri Lanka.

À RETENIR

-30%

Baisse du déficit commercial indien en
mai 2025 en g.a.

Bangladesh

Le Bangladesh va recevoir des soutiens budgétaires à hauteur de 3,6 Mds USD d'ici fin juin

Pour le dernier mois de l'année fiscale, le Bangladesh va obtenir un important soutien financier de la part de ses bailleurs traditionnels, permettant de soutenir les réserves de change et d'accroître la disponibilité du dollar alors que les autorités ont accepté, à la demande du FMI, de mettre en œuvre un réel crawling peg, où le taux est fixé par le marché.

Le Conseil d'administration du FMI du 23 juin a ainsi approuvé les 4e et 5e tranches du programme en cours, soit 1,3 Md USD. La Banque Mondiale a validé un programme pour 500 M USD tandis que la Banque Asiatique de Développement (BAsD) a confirmé les deux siens pour un montant de 900 M USD. 400 M USD viendront également de l'AiIB, en cofinancement du prêt de la BAsD. La JICA avait signé en mai, lors du déplacement du Pr. Yunus à Tokyo, pour un prêt budgétaire de 60 Mds yen (410 M USD). Enfin le fonds de l'OPEC doit verser cette semaine 100 M USD supplémentaires.

Ces 3,6 Mds USD s'ajoutent aux soutiens budgétaires de 500 M USD de la Banque Mondiale et 600 M USD de la BAsD approuvés en décembre dernier.

Les élections législatives pourraient finalement se tenir en février 2026

À l'issue d'une réunion à Londres entre le conseiller en chef du gouvernement intérimaire, le professeur Muhammad Yunus, et le président par intérim du Bangladesh Nationalist Party (BNP), Tarique Rahman, une déclaration conjointe a annoncé que si toutes les préparations nécessaires sont achevées et si des progrès suffisants sont réalisés en matière de réformes, les élections législatives pourraient se tenir dans la première moitié du mois de février 2026, avant le début du Ramadan.

Depuis l'instauration du gouvernement intérimaire en août 2024, plusieurs partis politiques, dont le BNP, principale force d'opposition sous le gouvernement précédent, réclamaient la tenue des élections d'ici décembre de cette année. Pourtant, dans un discours télévisé adressé à la nation le 6 juin, à la veille de l'Aïd, le professeur Yunus avait initialement annoncé que les élections se tiendraient durant la première moitié d'avril 2026.

Les prêts non performants représentent aujourd'hui 24% du total des encours

Les prêts non performants (PNP) dans le secteur bancaire du Bangladesh ont connu une hausse spectaculaire de 745 Mds BDT (6 Mds USD) au cours du premier trimestre 2025 (janvier-mars), pour atteindre plus de 4 200 Mds BDT (34 Mds USD), selon les données de la Bangladesh Bank.

Cette forte augmentation est principalement due à la mise en œuvre de directives plus strictes en matière de classification des prêts. La part des prêts classés en PNP représenterait environ 24% du total des encours de crédit, ce qui signifie que près d'un quart des prêts bancaires sont

désormais considéré à risque. Parmi ces prêts classés, une part importante de 3 420 Mds BDT, soit 80% des PNPs, est catégorisée comme « prêts irrécouvrables » (bad loans), ce qui exige une provision à 100% de la part des banques, réduisant leur capacité à accorder de nouveaux crédits.

Alors qu'un examen de la qualité des actifs (AQR) est en cours dans les établissements bancaires fragilisés, et que les nouvelles règles de classification des prêts entrent progressivement en vigueur, le taux de PNP devrait continuer à croître. La Banque centrale anticipe qu'il pourrait au moins dépasser 30 % des encours.

Le gouvernement assouplit les conditions d'accès au crédit pour les entreprises étrangères

Le gouvernement intérimaire a décidé d'assouplir les conditions d'accès au crédit en monnaie locale pour les entreprises étrangères opérant dans le pays. Cette réforme vise à faciliter le financement de leurs projets d'expansion, de modernisation, de réhabilitation et d'extension.

Désormais, ces entreprises pourront contracter des prêts en BDT auprès des banques locales aux mêmes conditions que les entreprises nationales. Cette mesure met fin à deux contraintes majeures : (i) la limite qui plafonnait les emprunts à 50 % des fonds propres et (ii) l'obligation préalable d'avoir au moins trois années d'activité au Bangladesh. En pratique, bien qu'il n'existe pas de plafond formel imposé aux entreprises locales, les banques limiteraient généralement les prêts à environ 80% des capitaux propres, selon le profil de l'emprunteur et la viabilité du projet. Avec cette réforme, les entreprises étrangères bénéficieront donc d'un cadre équitable et plus favorable à l'investissement.

Cette évolution s'inscrit dans une logique de conformité au droit international alors qu'une fois le Bangladesh sorti de la liste des Pays les Moins Avancés (PMA), il ne pourra plus maintenir de politiques discriminatoires envers les entreprises étrangères. En vertu de la clause de traitement national de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les États membres sont en effet tenus d'assurer une égalité de traitement entre les entreprises locales et étrangères.

Bhoutan

L'accord de libre-échange entre le Bhoutan et la Thaïlande devrait entrer en vigueur d'ici 2026

L'accord de libre-échange (ALE) entre le Bhoutan et la Thaïlande, signé en avril 2025 et actuellement en cours de ratification, marque une avancée significative dans la stratégie de diversification commerciale du Bhoutan. Il s'agit en effet du premier ALE conclu par le royaume avec un partenaire situé hors de la région sud-asiatique. Sa mise en œuvre est prévue pour janvier 2026, sous réserve d'approbation parlementaire dans les deux pays.

Il prévoit une libéralisation tarifaire quasi totale, avec l'élimination immédiate des droits de douane sur la majorité des produits échangés. Côté bhoutanais, l'accord devrait permettre un accès facilité à des produits thaïlandais à coût réduit, notamment dans les segments des véhicules, de l'électronique, des textiles et de l'agroalimentaire. En contrepartie, la Thaïlande supprimera environ 94% de ses droits de douane sur les exportations bhoutanaises.

L'Assemblée nationale adopte une taxe sur les biens et services de 5%

L'Assemblée nationale du Bhoutan a approuvé un amendement à la législation fiscale, instituant une taxe sur les biens et services (GST) au taux uniforme de 5%. Ce taux, inférieur au niveau initialement proposé de 7%, traduit une orientation prudente de la politique fiscale, dans un contexte économique caractérisé par une reprise encore incomplète et en deçà des objectifs fixés dans le cadre du 13ème plan quinquennal.

La réforme vise à uniformiser la fiscalité indirecte en remplaçant les multiples taxes existantes par un dispositif unifié, plus transparent. Selon les autorités bhoutanaises, l'instauration de ce taux réduit permettra de concilier deux impératifs : préserver le pouvoir d'achat des ménages et garantir une mobilisation adéquate des ressources publiques.

Le dispositif prévoit par ailleurs des exonérations ciblées, portant sur une liste de produits de première nécessité, afin de limiter l'impact régressif de la taxe et son incidence sur les populations les plus vulnérables.

Publication des résultats de l'enquête sur les ménages 2025

L'enquête met en évidence des écarts significatifs entre les ménages urbains et ruraux, tant du point de vue de la structure de la consommation que du niveau de vie. Les ménages urbains, qui représentent 37,7% du total, enregistrent des dépenses mensuelles supérieures de 46% à celles de leurs homologues ruraux, lesquels constituent 62,3% de la population. Cet écart s'explique principalement par une part plus importante des dépenses non alimentaires en milieu urbain, traduisant un accès accru à des biens et services modernes. Cette dynamique met en lumière la persistance d'un déséquilibre territorial en matière de développement économique et social, appelant à un renforcement des politiques en faveur des zones rurales.

Inde

Réduction du déficit commercial en mai 2025, malgré les tensions sur les marchés pétroliers

Le déficit commercial indien s'est nettement réduit à 6,6 Mds USD en mai 2025, soit une baisse de près de 30 % par rapport à son niveau un an plus tôt, soutenu par des importations en baisse de 1,7 % à 60,6 Mds USD conjugué à une croissance des exportations de 2,8 % en glissement annuel.

Le recul du déficit est principalement imputable à la baisse des prix du pétrole observée au cours du mois ainsi qu'à la robustesse des exportations de services, qui continuent d'amortir les effets d'une demande mondiale modérée et d'un contexte géopolitique incertain.

Toutefois, cette accalmie demeure fragile compte tenu de la forte exposition de l'Inde aux variations du prix du pétrole brute, dont elle importe 85 % de ses besoins. Le regain de tensions entre l'Iran et Israël a provoqué une envolée des cours du Brent, passé de 60-61 USD en mai à 78 USD mi-juin. Cette augmentation a tiré vers le haut le prix moyen pondéré des principaux bruts importés, atteignant 73,1 USD à la mi-juin contre 64 USD le mois précédent.

Selon l'économiste en chef de l'agence de notation, l'ICRA Ratings, une augmentation supplémentaire de 10 USD entraînerait un surcoût des importations indiennes de pétroles de 13-14 Mds USD. En somme, si le prix du baril continue son ascension et se stabilise à un prix

supérieur à 80 USD, le déficit du compte courant pourrait s'aggraver de 0,3 point de PIB pour atteindre 1,5 à 1,6 % du PIB, contre une prévision actuelle de 1,2 à 1,3 % du PIB.

Par ailleurs, la roupie s'est dépréciée jusqu'à atteindre 86,14 pour un dollar dans le sillage de l'escalade du conflit israélo-iranien, renchérissant encore davantage la facture énergétique et accentuant les pressions sur le déficit courant. Les autorités indiennes surveillent de près la situation, notamment l'impact sur la logistique et les importations stratégiques comme les aimants en terres rares. Des réunions avec les acteurs du transport maritime et du fret sont prévues afin d'anticiper d'éventuels blocages.

Enfin, la remontée des prix de l'énergie pourrait aussi peser sur les marges des secteurs manufacturiers et à terme sur le pouvoir d'achat des ménages. Pour contenir l'inflation importée, le gouvernement pourrait être contraint de réduire temporairement les droits d'accise sur les carburants au risque toutefois d'aggraver le déficit budgétaire.

L'épargne des ménages en Inde tombe à un niveau de 18,1 % du PIB pour l'exercice 2023-24

Selon l'agence de notation, CareEdge Ratings, l'épargne des ménages indiens continue de s'effriter pour la troisième année consécutive, tombant au niveau de 18,1 % du PIB pour l'exercice 2023-24 contre 24 % pour 2022-23, tandis que l'épargne intérieure brute s'établit à 30,7 % du PIB pour ce même exercice, contre 32,2 % en 2014-15.

À noter que la baisse du taux d'épargne des ménages s'accompagne d'une montée marquée de leur endettement financier. Celui-ci a atteint 6,2 % du PIB, soit un niveau deux fois plus élevé qu'il y a dix ans. Cette évolution traduit un recours croissant au crédit pour financer la consommation, ainsi qu'un changement structurel dans les comportements financiers des ménages indiens.

Malgré cette tendance préoccupante, le rapport de CareEdge Ratings souligne un signal positif du côté rural avec une croissance des salaires des travailleurs masculins en milieu rural ayant progressé de 6,1 % en g.a. en février, dépassant ainsi l'inflation en milieu rural pour le quatrième mois consécutif. L'assouplissement de l'inflation alimentaire (3,2 % en avril 2025), des perspectives agricoles favorables et la stabilité des prix contribuent à la reprise de la demande rurale.

L'indice de confiance des consommateurs ruraux se maintient autour de 100, témoignant d'un optimisme prudent, alors que la confiance urbaine est plutôt austère, même si les anticipations pour l'année à venir sont en amélioration. Pour les prochains mois, la baisse attendue des taux directeurs de la RBI, l'allègement de la pression fiscale et la poursuite de la désinflation sont des facteurs clés pour soutenir une reprise plus large de la demande intérieure, alors que l'économie indienne a enregistré une croissance réelle de 6,5 % en 2024-25.

Accélération de l'activité du secteur privé indien en juin, portée par la demande intérieure et les bonnes performances des exportations

L'économie indienne a enregistré en juin 2025 un net regain d'activité dans le secteur privé, atteignant son plus haut niveau depuis 14 mois, selon les dernières données publiées du HSBC Flash India Composite Purchasing Managers Index (PMI) par S&P Global. L'indice PMI global s'est hissé à 61, contre 59,3 en mai, traduisant une expansion de l'activité, bien au-dessus du seuil de 50 qui marque la frontière entre contraction et croissance.

Cette dynamique est soutenue par une forte demande intérieure, mais aussi par un record historique de nouvelles commandes à l'export, qui ont progressé à leur rythme le plus rapide

depuis le début de la série statistique. Le secteur des services a particulièrement brillé, avec un indice PMI de 60,7 (58,8 en mai), tandis que l'industrie manufacturière, avec un indice PMI de 58,4, un record sur les 14 derniers mois, a également affiché une croissance solide, portée par une expansion des commandes à l'international.

L'emploi, en particulier dans le secteur manufacturier, a poursuivi sa progression en juin, reflétant l'optimisme des entreprises face à la hausse des carnets de commandes, avec notamment une forte demande en provenance d'Asie, d'Europe et d'Amérique. Les pressions inflationnistes restent maîtrisées, malgré une légère accélération des coûts d'intrants, permettant ainsi aux entreprises de préserver leurs marges sans répercuter massivement la hausse des prix sur les consommateurs.

Ce dynamisme du secteur privé, accompagné par la solidité de la demande et par la performance à l'export, conforte les perspectives de croissance de l'économie indienne pour le second semestre 2025, dans un contexte international pourtant marqué par l'incertitude.

Deuxième meilleur mois historique pour les exportations de téléphones mobiles en Inde avec un taux de croissance s'établissant à 74 % en g.a. en mai

Les exportations de téléphones mobiles indiens ont atteint un nouveau sommet en mai 2025, progressant de 74 % sur un an pour s'établir à 3,9 Mds USD, soit le deuxième niveau mensuel le plus élevé jamais enregistré pour le secteur. Cette performance exceptionnelle contraste avec les 1,78 Md USD exportés en mai 2024.

Sur les deux premiers mois de l'exercice 2025-26 (avril-mai), les exportations cumulées de mobiles s'élèvent déjà à 5,5 Mds USD, en hausse de 41 % par rapport à la même période l'an dernier. Par ailleurs, depuis octobre 2024, les exportations de mobiles ont toujours franchi la barre de 2 Mds USD, démontrant ainsi la dynamique de montée en gamme de l'industrie électronique indienne.

Cette accélération est portée par la stratégie de production locale et les incitations du gouvernement, notamment avec l'introduction du régime PLI (Production Linked Incentive) en 2020, qui a permis à l'Inde d'attirer des investissements majeurs et de permettre la relocalisation des chaînes d'approvisionnement des principaux leaders de la vente de téléphones comme Samsung ou Apple et son fournisseur Foxconn qui investissent massivement en Inde. L'expansion des activités de Tata Electronics pour répondre à la demande des marchés internationaux joue aussi le rôle de locomotive de la croissance du secteur des téléphones en Inde. En somme, les exportations du secteur des mobiles en Inde poursuivent leur fulgurante ascension en passant de 15,6 Mds USD pour l'exercice 2024 à 24,1 Mds USD pour l'exercice 2025.

En revanche, malgré la vigoureuse croissance du secteur, l'Inde reste toujours derrière la Chine et derrière le Vietnam présents aux deux premières places du classement des exportateurs de téléphones, avec respectivement des exportations à hauteur de 125 Mds USD et de 35 Mds USD. Ce positionnement de la Chine et du Vietnam s'explique par des choix stratégiques de leurs gouvernements qui ont mis en place des politiques d'abaissement des coûts et ont créé un environnement compétitif pour les chaînes de valeur mondiales depuis plus de 15 ans maintenant.

Ralentissement des recettes fiscales directes malgré un rebond de la TVA en mai

Les finances publiques indiennes présentent un tableau constaté en ce début d'exercice budgétaire 2025-26. Selon les données du ministère des Finances, les recettes nettes issues de l'impôt direct - impôt sur les sociétés et sur le revenu – se sont établies à 52,75 Mds USD à la mi-juin, soit baisse de 1,4 % sur un an, pour des recettes brutes en progression de 4,9 % à 62,75 Mds USD.

Ce ralentissement des recettes nettes est en partie imputable à une augmentation des remboursements d'impôts, qui ont bondi de 58 % en g.a. à un niveau de 9,85 Mds USD, un niveau inédit. Cette hausse s'explique en grande partie par la montée en puissance du nouveau régime fiscal (section 115BAC de l'Income Tax Act) simplifié pour les particuliers, introduit pour encourager davantage de contribuables à opter pour un système à faible taux sans déductions ni exonérations.

Ce régime, désormais adopté par une part croissante des contribuables, entraîne mécaniquement une hausse des remboursements dans la phase de transition. Par ailleurs, cette évolution reflète aussi une amélioration de l'efficacité administrative, notamment grâce à la numérisation accrue des déclarations fiscales, au traitement accéléré des dossiers via le portail e-filing de l'administration fiscale (Income Tax Department), et à l'automatisation des processus de vérification et de remboursement.

Par ailleurs, la contraction des recettes nettes s'explique aussi par la faible croissance des paiements anticipés d'impôts, un indicateur des performances et des perspectives des entreprises. Cette croissance n'est que de 4 % (17,85 Mds USD), bien en deçà de la hausse de 27 % à la même période l'an dernier, et est notamment tirée vers le bas par la baisse des paiements d'impôts sur le revenu des particuliers. Dans le détail, l'acompte de l'impôt sur les sociétés progresse de 5,9 % (14,05 Mds USD), tandis que celui sur le revenu recule de 2,7 % (3,9 Mds USD). En outre, les tensions géopolitiques, notamment le conflit actuel entre l'Iran et Israël ainsi que les menaces tarifaires américaines constituent des sources d'incertitudes qui pourraient impacter les perspectives économiques pour les mois à venir.

En revanche, la collecte de GST (TVA) a enregistré un bond de 16,4 % en mai 2025, à 23,15 Mds USD, portée par une hausse de 25 % des recettes sur les importations, ainsi qu'une hausse des recettes provenant des transactions domestiques. Après déduction des remboursements, le revenu net de GST s'élève à 19,9 Mds USD, en hausse de 20 % sur un an, portée par la vigueur des ventes automobiles avec notamment une croissance de 21 % pour Mahindra Auto, second constructeur automobile du pays, ainsi que par la croissance continue des paiements numériques avec un rythme de 33 % de transactions UPI d'une année sur l'autre.

En somme, la contraction des recettes nettes issues des impôts directs, expliquée en partie par un ralentissement des profits et des revenus, est représentatif du contexte mondial incertain actuel, même si un rattrapage des recettes directes au second semestre est espéré par le gouvernement. Malgré tout, la consommation en Inde se montre résiliente et la dynamique de croissance des revenus du GST offre une marge de manœuvre budgétaire supplémentaire.

Maldives

La croissance devrait rester élevée en 2025

Selon la dernière édition des Global Economic Prospects de la Banque mondiale, le PIB devrait croître de 5,7% cette année, puis ralentir à 5,3 % en 2026, en partie en raison des incertitudes commerciales mondiales et de l'affaiblissement prévu de la demande extérieure.

Népal

Le ratio de prêts non performants des institutions financières népalaises grimpe à 5,24%

A la mi-mai 2025, le ratio de prêts non performants (PNP) des banques et institutions financières au Népal s'est établi à 5,24%, contre 3,98% un an auparavant, selon les données publiées par la Banque centrale du Népal. Cette détérioration de 126 points de base sur un an illustre un affaiblissement notable de la qualité des actifs du secteur financier, dans un contexte de tensions croissantes sur la capacité de remboursement des emprunteurs.

En valeur absolue, les encours de créances douteuses se sont élevés 2,1 Mds USD, en hausse de près de 700 MUSD par rapport aux 1,4 Md USD enregistrés à la même période en 2024. Face à cette dynamique, la NRB a assoupli ses exigences prudentielles, portant en mars 2025 le plafond réglementaire du ratio PNP de 5% à 8%. Cette mesure vise à accorder une marge de manœuvre temporaire aux établissements financiers, tout en leur permettant de renforcer leurs dispositifs de gestion du risque de crédit.

Parallèlement, les actifs non bancaires détenus par les banques ont progressé de 63,45% en glissement annuel, atteignant 329 MUSD. Cette accumulation témoigne d'un recours accru aux saisies en cas de défaut, mais elle constitue également un facteur de rigidité pour les bilans, ces actifs étant généralement peu liquides et difficiles à monétiser.

Pakistan

Excédent du compte courant sur les 11 mois de l'exercice 2025

Entre juillet 2024 et mai 2025, le compte courant du Pakistan a enregistré un excédent cumulé de 1,812 Mds USD, contre un déficit de 1,572 Mds USD sur la même période de l'exercice précédent. Cette amélioration s'explique principalement par le dynamisme des transferts de migrants, qui ont atteint un niveau record, contribuant à la solidité de la position extérieure.

Toutefois, en mai 2025, la balance courante est redevenue déficitaire, à hauteur de 103 M USD, sous l'effet d'une hausse des importations. Le déficit commercial mensuel des biens s'est creusé, atteignant 3,05 Mds USD contre 2,63 Mds USD en avril, alors que le déficit des services s'est légèrement réduit à 172 millions USD. Sur les onze premiers mois de l'exercice, le déficit commercial total s'est établi à 24,39 Mds USD, tandis que le déficit des services a atteint 2,67 Mds USD.

On note que malgré la forte demande en dollars due à la progression tendancielle des importations, la roupie pakistanaise reste stable (autour de 283 PKR/USD), la SBP intervenant activement pour contenir la volatilité de la monnaie locale. Parallèlement, les réserves de change détenues par la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) ont progressé de 46 M USD à la mi-juin, pour s'établir à 11,72 Mds USD (soit 2,6 mois d'importation), témoignant d'une certaine stabilité extérieure malgré les pressions sur la balance commerciale.

La SBP maintient son taux directeur à 11%

Lors de la dernière réunion du comité de politique monétaire qui s'est tenue le 16 juin, la Banque centrale du Pakistan (SBP) a décidé de maintenir son taux directeur inchangé à 11%. Cette décision s'inscrit dans un contexte de modération progressive des pressions inflationnistes (pour mémoire, l'inflation était de 3,5% en mai) et d'amélioration des indicateurs extérieurs, notamment grâce à l'excédent courant enregistré sur une grande partie de l'exercice budgétaire 2025. L'institution a jugé qu'un statu quo monétaire était approprié afin de consolider les gains récents en matière de stabilité macroéconomique, tout en soutenant une reprise graduelle de l'activité. Le comité a également souligné l'importance de poursuivre les réformes structurelles et d'assurer une coordination étroite entre la politique budgétaire et monétaire pour maintenir un cadre économique équilibré.

Echanges bilatéraux Etats-Unis-Pakistan, sur fond de négociations tarifaires et de renforcement de la coopération économique

Au cours des onze mois de l'exercice 2025 (juillet 2024-mai 2025), les exportations pakistanaises vers les États-Unis ont atteint 5,55 Mds USD, en progression de 11% en g.a., consolidant la position des États-Unis comme premier pays client du Pakistan (le premier marché destinataire des exportations pakistanaises restant l'Union européenne).

Cette dynamique a contribué à un excédent commercial bilatéral estimé à près de 3 Mds USD sur la période, servant de base à l'imposition d'un « tarif réciproque » de 29% envisagé par l'administration Trump. Selon le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, un accord tarifaire est en cours de négociation et devrait être finalisé prochainement, après la suspension provisoire de cette mesure pour une durée de 90 jours.

Au cours de ces discussions, Islamabad a proposé notamment d'augmenter ses importations en provenance des États-Unis (pétrole brut, coton, huiles comestibles) et d'offrir des concessions stratégiques, notamment dans les industries extractives. Le projet minier de Reko Diq est ainsi utilisé comme levier dans les négociations tarifaires, l'US International Development Finance Corporation (DFC) et l'Export-Import Bank of the United States (US EXIM) devraient ainsi faire partie des bailleurs du projet, aux côtés de l'IFC, de la banque asiatique de développement, de l'agence de crédit-export du Canada et de JBIC. Par ailleurs, un webinaire a été organisé cette semaine par l'ambassade des États-Unis à Islamabad et le ministère pakistanais de l'énergie pour présenter les opportunités d'investissement dans les minerais critiques (cuivre, lithium, terres rares), avec la participation d'acteurs publics et privés. Cette séquence s'inscrit dans un contexte plus large de renforcement de la coopération économique entre les deux pays, illustrée par l'invitation du chef de l'armée pakistanaise, le Maréchal Asim Munir (COAS – Chief of Army Staff), à un déjeuner officiel à la Maison-Blanche avec le Président Donald Trump.

Le Pakistan dernier du classement Global Gender Gap du WEF

Le Pakistan se classe au dernier rang du Global Gender Gap Index 2025 publié par le Forum économique mondial, soit 148e sur 148 pays évalués. Ce classement reflète une persistance des inégalités entre les sexes en matière de participation économique, d'accès à l'éducation, de la santé et de la représentation politique. Malgré quelques progrès marginaux sur certains indicateurs, l'écart global entre les hommes et les femmes reste largement inchangé. La participation des femmes à la population active demeure faible, tout comme leur présence aux postes de direction et leur représentation dans les institutions politiques. Le rapport souligne également des lacunes importantes dans l'accès à l'éducation secondaire et supérieure pour les femmes, en particulier dans les zones rurales. Ces résultats mettent en évidence la nécessité de réformes structurelles pour promouvoir l'égalité des chances et améliorer la place des femmes dans la société et l'économie pakistanaises.

Suspension des préférences tarifaires pour les importations d'éthanol en provenance du Pakistan vers l'UE.

La Commission européenne a décidé de supprimer les préférences tarifaires accordées dans le cadre du SPG+ aux importations d'éthanol non destiné au carburant en provenance du Pakistan, en application de l'article 30 du SPG (mesure de sauvegarde). Cette décision fait suite aux préoccupations exprimées par les producteurs européens au regard de l'augmentation significative des importations d'éthanol pakistanais, qui ont représenté plus d'un quart des importations totales de l'UE dans ce secteur l'an dernier, faisant du Pakistan le principal fournisseur. Entre 2021 et 2024, les importations totales d'éthanol non destiné au carburant dans l'UE ont presque doublé, atteignant 726 000 tonnes en 2024, contre environ 376 000 tonnes en 2021. Les importations en provenance du Pakistan ont augmenté de près de 300 % entre 2021 et 2022, et étaient encore supérieures de 244 % aux niveaux de 2021 en 2023. Cette hausse a coïncidé avec une baisse de 8 % de la production d'éthanol non destiné au carburant dans l'UE l'an dernier. La Commission européenne a estimé que cette situation constituait une perturbation sérieuse du marché, caractérisée par une augmentation significative des importations à des prix nettement inférieurs à ceux des producteurs européens et une baisse de la production.

Projets de développement dans la province du Baloutchistan

Pour l'exercice 2025-2026, l'Assemblée provinciale du Baloutchistan a adopté un budget de 896 milliards PKR, qui prévoit une hausse des dépenses sociales, des investissements dans les infrastructures et un soutien renforcé au développement du secteur minier. Ce cadre budgétaire est conçu pour accompagner la montée en puissance des activités extractives tout en assurant une meilleure inclusion sociale et territoriale.

Parallèlement, la Banque mondiale a approuvé un financement de 194 millions USD destiné à améliorer l'accès à l'eau potable et à soutenir l'éducation de base dans la province, avec un accent particulier sur les zones rurales. Ces fonds visent à renforcer le capital humain et à améliorer les indicateurs sociaux dans un contexte de développement économique accéléré.

Le gouvernement du Baloutchistan cherche aussi à attirer des IDE dans le secteur minier, en particulier d'entreprises chinoises, afin de développer les capacités locales de transformation des minerais et de renforcer les exportations à forte valeur ajoutée, notamment dans le cuivre. Des discussions sont en cours pour établir des coentreprises, faciliter les transferts de technologie et renforcer les infrastructures associées, dans le but de réduire la dépendance aux exportations de matières premières brutes. Cette stratégie vise à intégrer davantage la province dans les chaînes de valeur industrielles régionales, en tirant profit du corridor sino-pakistanaï (CPEC).

Sri Lanka

La France signe l'accord de restructuration de la dette du Sri Lanka

La France, représentée par William Roos, chef du service des Affaires multilatérales et du Développement à la Direction générale du Trésor français et co-président du Club de Paris et le Sri Lanka, représenté par Mahinda Siriwardena, Secrétaire du Trésor et du ministère des Finances, de la planification et du développement économique ont procédé le 16 juin dernier à la signature d'un accord bilatéral visant à mettre en œuvre les recommandations du protocole d'accord sur la restructuration de la dette du Sri Lanka, conclu le 26 juin 2024 avec le comité de ses créanciers publics bilatéraux – co-présidé par la France, l'Inde et le Japon et composé de ces pays et des créanciers du Club de Paris. Cet accord bilatéral prévoit un rééchelonnement du stock de dette de 390 MEUR jusqu'en 2042, avec une période de grâce de cinq ans et un plafonnement des taux d'intérêt d'origine.

La croissance, qui atteint 4,8% au 1er trimestre, pourrait ralentir à 3,5 % cette année

Le PIB a augmenté de 4,8% au 1er trimestre, soit le plus bas niveau depuis le 2e trimestre de 2024. L'activité agricole s'est contractée de 0,7%, alors que les activités industrielles et de services progressaient respectivement de 9,7% et 2,8%. Pour l'année entière, la Banque mondiale a révélé dans sa dernière publication des Global Economic Prospects que la croissance au Sri Lanka devrait ralentir à 3,5% en 2025, en raison des effets de la crise, des obstacles structurels à la croissance et des incertitudes économiques mondiales accrues.

Croissance soutenue du crédit au secteur privé

Les données de la banque centrale montrent que l'encours total des crédits accordés par les banques commerciales au secteur privé a atteint 8501,6 Mds LKR fin avril, chiffre en progression de 15,2% en glissement annuel. Au cours des quatre premiers mois de l'année, les banques ont accordé un total de 361,6 Mds LKR de nouveaux crédits au secteur privé. La décision de la banque centrale en mai de réduire ses taux directeurs devrait continuer à stimuler la demande de crédits.

Les réserves de changes surestimées à hauteur de 1,4 Md USD ?

Le chiffre officiel des réserves de change déclaré par le Sri Lanka serait surévalué d'environ 1,4 Md USD selon FactCheck.lk de l'institut de recherche Verité. Le problème proviendrait de l'inclusion dans les réserves d'un swap de devises de 10 Mds RMB (environ 1,4 Md USD) de la

Banque populaire de Chine (PBoC), qui ne répond actuellement pas à la norme internationale pour être considéré comme un actif de réserve.

La plus grande introduction en bourse de tous les temps compromis ?

Les investisseurs privés qui avaient marqué leur intérêt pour l'introduction en bourse de LTL Holdings pourraient se retirer selon la presse locale en raison du souhait des autorités de conserver la majorité des actions de l'entreprise. LTL a lancé son introduction en bourse fin 2024 afin de lever 20 Mds LKR (67 MUSD) pour deux projets : la construction de Sahasdhanavi Ltd., centrale électrique à cycle combiné de 350 MW à Kerawalapitiya, et celle d'une centrale solaire de 100 MW de Siyambalanduwa appelé Rividhanavi Ltd. L'État détient la majorité de LTL par le biais de participations détenues par le Ceylon Electricity Board (CEB) (35 %) et West Coast Power (Pvt) Ltd (28 %), dont les principaux actionnaires sont le Trésor, la Lanka Electricity Company (Pvt) Ltd et le Fonds de prévoyance des employés. L'introduction en bourse aurait ramené la participation publique à moins de 50%. Toutefois, le Cabinet vient d'approuver l'achat par l'entreprise publique Ceylon Petroleum Corporation d'actions de LTL Holdings d'une valeur de 8,7 Mds LKR, ce qui maintiendrait la part publique au-dessus des 50%.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr